

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

« La Chine ne publie plus le taux de couverture sociale des travailleurs migrants, mais, en 2017, le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale a indiqué qu'il n'était encore que d'environ 22%. »
China Labour Bulletin

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1er Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Éditorial

Les huit jours de congé, au début du mois, pour célébrer la victoire de la révolution de 1949, ont vu des foules immenses voyager à travers le pays, pour la première fois après bien des mois d'interdictions et d'incertitudes liées à la pandémie de Covid. Officiellement, 637 millions de citoyens chinois ont profité de ces congés, moins que l'an dernier certes mais générant 65 milliards d'euros de recettes...

Les chiffres officiels de la croissance des services, des importations et des exportations en septembre semblent rassurants, mais les travailleurs ont-ils tous retrouvé leur emploi ? Le 9 octobre, l'agence officielle Xinhua, rendant compte du conseil des ministres, écrit : « *Soulignant l'importance de l'emploi dans la stabilisation des fondamentaux économiques, la réunion a conclu que malgré les actions réalisées sur le marché du travail au cours des huit premiers mois de l'année, le pays est toujours confronté à des pressions pour stabiliser l'emploi.* » Comprenez que les dizaines de millions d'emplois qui ont été liquidés depuis le début de l'année n'ont pas été retrouvés...

Les étudiants diplômés à la recherche d'un emploi n'ont donc pas de quoi voir l'avenir avec optimisme. D'abord, les quelque 3 millions qui, diplômés en 2019, n'ont pu avoir un emploi en 2020, auxquels s'ajoutent ceux des 9 millions de diplômés en 2020 qui n'en ont pas encore trouvé, sans compter les 800 000 étudiants revenus diplômés de l'étranger qui arrivent sur le marché du travail... Cela fait beaucoup !

Pour avoir une idée de l'exaspération de cette jeunesse, rien de tel que ce « hashtag » lu plus de 150 millions de fois avant d'être censuré : « *Beaucoup de nos projets ont été gâchés par le confinement, nous ne pouvions pas avoir d'emploi à temps partiel, ni suivre une formation. Des contrôles de sortie stricts sur les campus ont coïncidé avec la hausse des prix des aliments et la réduction du temps d'accès à Internet et à la douche* » (« South China Morning Post », 24 septembre).

La consommation en question. Pas de dépenses possibles, donc, pour beaucoup de ces étu-

dants, alors que la nouvelle politique officielle insiste sur le moteur que doit être la consommation des 1,4 milliard de citoyens chinois. Et pour ces étudiants diplômés qui sont soumis à des stages obligatoires ? Voici ce que ceux de l'usine automobile Wuling écrivent (voir leur lettre au verso) : « *Nous sommes soumis parfois jusqu'à 11 heures et demie de travail intensif par jour, avec une paie inférieure au salaire minimum et des conditions de travail dangereuses.* ». On rappellera que la grande grève des stagiaires et ouvriers chez Honda à Foshan en 2010 fut un tournant pour le mouvement ouvrier chinois, avec ses jeunes délégués élus, et on précisera que Wuling est une coentreprise d'Etat avec l'américain General Motors...

Qui va consommer alors ? La classe moyenne ? Peut-elle s'en sortir et résister aux contrecoups de la pandémie ? Une sociologue est allée à la rencontre de quelques ménages, mais l'impression qui se dégage (lire au verso), c'est que même les Chinois relativement privilégiés épargnent plutôt qu'ils ne se sont remis à dépenser...

Sous la surface de l'eau... « China Labour Bulletin », site de Hong Kong informe le 5 octobre : « *Après cinq ans de retard dans le versement des salaires et de non-paiement des primes et des cotisations de retraite, les enseignants du comté de Dafang dans la province du Guizhou en ont finalement eu assez. Ils ont rendu publiques leurs revendications et ont demandé l'aide du gouvernement central. Début septembre, le gouvernement a ordonné aux autorités locales de payer aux enseignants les millions de yuans qui leur étaient dus. Lorsque l'incident de Dafang a été rapporté dans les médias chinois, il a ouvert les vannes à davantage de manifestations d'enseignants dans les zones rurales reculées du Liaoning, de l'Anhui, du Jiangxi et du Guangdong, qui souffraient tous des mêmes problèmes de bas salaires, de salaires et d'allocations en souffrance. Ces enseignants ne sont que le sommet de l'iceberg.* »

« La pointe de l'iceberg », cela fait écho aux informations que nous recevons de Chine, tel ce message d'un militant : « *Nous vous remercions de votre solidarité face à la répression qui nous frappe. A la surface des choses, la Chine peut vous paraître stable. La voix du peuple est bien silencieuse. Mais il*

faut que vous sachiez que sous la surface de l'eau, l'océan bouge. »

La répression à Hong Kong révèle chaque jour un visage multiforme, allant de la restriction de droits aux arrestations, en passant par les menaces et les interprétations des textes de loi. Ainsi, la haine du gréviste de la part de tous ces apparatchiks attachés au maintien de leur ordre s'est exprimée dans ce message adressé par l'Autorité des hôpitaux publics aux personnels grévistes d'un hôpital de Hong Kong, neuf mois après la grève : « *Expliquez pourquoi vous ne vous êtes pas présentés au travail entre le 3 et le 7 février* » (voir au verso). Le gouvernement de Hong Kong a par exemple radié pour « *faute professionnelle grave* » un enseignant qui aurait diffusé des messages et exercices aux enfants d'écoles primaires se référant à une « *indépendance* » de Hong Kong, ce que la cheffe de l'exécutif Carrie Lam a qualifié de « *très grave* ».

Le 1^{er} octobre, le gouvernement de Hong Kong a interdit à ses fonctionnaires de participer à une manifestation le jour de la fête nationale chinoise, décrétant une « *tolérance zéro* » pour les fonctionnaires qui enfreignent la loi. Quelques rassemblements ont cependant eu lieu. L'objectif était d'insister sur les « *cinq revendications* » des manifestations de l'année dernière, ainsi que sur la libération des 12 Hongkongais actuellement détenus à Shenzhen après leur arrestation en mer.

La libération des 12, c'est ce que Lee Cheuk-yan, le secrétaire général de la Confédération syndicale de Hong Kong HKCTU, réclamait devant le Bureau de liaison avec Pékin. Il a écopé d'une amende pour avoir enfreint les règles de distanciation physique qui limitent les rassemblements publics à quatre personnes ! Lee a ostensiblement déchiré sa contravention. Au total, 86 arrestations ont eu lieu ce jour-là.

Au lecteur. Nous adressons cette « Lettre » par courriel à nouveau. Profitez-en pour la faire connaître à vos amis. La prochaine reviendra sur le discours de Xi Jinping à Shenzhen lors de la célébration du 40^e anniversaire de la création de la zone économique spéciale : « *La pratique de quarante ans de réforme et d'ouverture à Shenzhen et dans d'autres zones économiques spéciales a réalisé de grands miracles* » (sic !).

Dans une lettre à leurs professeurs, des étudiants en stage à l'usine automobile Wuling dénoncent leurs conditions

« China Labor Watch », association basée aux Etats-Unis, a fait état le 16 septembre dernier d'une lettre ouverte des étudiants du département automobile de l'Université technologique de machinerie et d'électricité de la province de Guangxi. Envoyés pour six mois de stage sur une chaîne de production de l'entreprise Industrie Automobile Wuling à Liuzhou au mois d'août 2020, il leur avait été demandé de signer un contrat de travail avec l'usine et l'université du 1^{er} août 2020 au 31 janvier 2021. Après qu'ils eurent commencé à travailler, l'université et l'entreprise n'ont pas respecté les droits des étudiants stagiaires, qui ont alors adressé une lettre à leurs professeurs pour leur soumettre ce problème, mais ils attendent encore la réponse... Ils espèrent pouvoir choisir les stages qui les intéressent. Mais l'université les a forcés à travailler sur la chaîne de production en les menaçant de ne pas leur délivrer les diplômes auxquels ils ont droit. Voici la lettre datée du 24 août 2020 :

Chers professeurs,
Nous sommes étudiants du département automobile de l'Université technologique de machinerie et d'électricité du Guangxi, secteur réparation 1801 et pièces détachées 1801. Dans le cadre de l'organisation de la scolarité de l'école, nous avons commencé un stage à l'entreprise Industrie Automobile Wuling à Liuzhou le 5 août 2020. Au cours de ce stage, Wuling ne se conforme pas à « l'accord sur l'emploi des diplômés des écoles et des universités » tel qu'il a été signé par l'école. Au contraire, Wuling a sérieusement enfreint nos droits et nos intérêts.

Les conditions de travail à Wuling :

– Des horaires déraisonnables : Wuling ne s'est pas conformé à l'accord d'embauche prévoyant 8 heures de travail par jour, soit 48 heures par semaine. Au lieu de cela, et sans discussion préalable avec nous, on nous fait travailler 2 à 3,5 heures supplémentaires par jour. Nous sommes ainsi soumis parfois jusqu'à 11 heures et demie de travail intensif par jour.

– L'accord d'embauche signé par Wuling et notre école mentionne seulement que nous aurons une paie qui ne sera pas inférieure à 1000 yuans [Ndlr. Salaire minimum de la province : entre 1500 et 1800 yuans]. C'est véritablement une atteinte aux lois nationales

du travail en matière de rémunération. Les indemnités et le paiement des heures supplémentaires ne sont pas plus clairs.

– Des conditions de travail dangereuses : la majorité des étudiants travaillent sur des postes de soudure et de brasage. Comme ils sont affectés à ces postes de travail intense pendant de longues périodes, leurs yeux sont abîmés par l'éclat des arcs électriques pendant qu'ils soudent. Nous devons empêcher les projections de nous éclabousser la peau; nous inhalons également beaucoup de gaz toxiques pendant ces opérations de soudure. Voilà la réalité de la situation. Comme stagiaires, nous espérons que l'accord tel qu'il a été signé par notre université peut protéger nos droits et nos intérêts. Nous souhaitons choisir nos propres stages au lieu qu'ils soient déterminés par l'école. L'école nous a forcés à faire nos stages à Wuling en nous disant que nous n'aurions pas les points nécessaires à l'obtention de nos diplômes si nous refusions. Nous espérons que vous pourrez nous aider à faire valoir nos droits et nos intérêts, nous autoriser à choisir nos propres stages et à prendre en compte nos opinions sur ces questions, plutôt que de nous organiser un travail obligatoire. Nous espérons que vous prendrez nos vœux en considération, accepterez nos demandes et recevrez notre lettre.

Neuf mois plus tard, des grévistes des hôpitaux de Hong Kong victimes d'intimidation

L'Autorité des hôpitaux de Hong Kong a demandé à des radiologues de l'hôpital Princess Margaret de fournir les raisons de leur absence après que leur chef de service a refusé de transmettre les noms des membres de l'équipe qui avaient fait grève en février dernier. Les médecins réclamaient alors des mesures contre l'épidémie de Covid-19. Il leur a été demandé d'expliquer pourquoi ils ne se sont pas présentés au travail entre le 3 et le 7 février. Ils furent des milliers de personnels soignants en grève durant cinq jours au début de l'épidémie de coronavirus, exigeant que le gouvernement ferme la frontière de la ville avec la Chine continentale. L'Alliance des employés des hôpitaux publics, syndicat indépendant récemment constitué, avait déclaré à l'époque que, sans fermeture des frontières, Hong Kong ne pourrait jamais avoir assez de personnels pour contenir l'épidémie.

Le docteur Arisina Ma, présidente de l'Association des médecins des hôpitaux publics de Hong Kong, estime ce comportement inquisiteur, « fou et déraisonnable ». L'Alliance a appelé les médecins à ne pas répondre à des « demandes déraisonnables » de leurs supérieurs et a diffusé une réponse type aux demandes. « Si vos supérieurs font des demandes déraisonnables à propos de la grève, veuillez conserver toutes preuves... pour protéger vos intérêts personnels et pour la suite », écrit l'Alliance.

« La classe moyenne chinoise s'est vu brutalement rappeler la fragilité de son nouveau statut »

À la fin de l'épidémie, Guo Yu, sociologue, a rencontré des citoyens de la classe dite moyenne. Par exemple, « Christine, une quarantenaire originaire de Shanghai, diplômée d'une grande université, un emploi dans l'industrie du tourisme et une maison en ville, et son mari, shanghaien aussi, bardé d'un diplôme prestigieux. Le couple travaille dans l'industrie du voyage et du tourisme depuis près de deux décennies et bénéficie d'un style de vie confortable. (...) »

Comme le reste de la classe moyenne chinoise, le statut socio-économique du couple est le produit de la croissance économique explosive du pays depuis les années 1980. Pour ne donner qu'un exemple, la Chine a enregistré 155 millions de voyages à l'étranger en 2019, contre moins de 6 millions en 2000. Ce boom de la consommation a créé des opportunités pour des personnes comme Christine, dont l'employeur dirige l'une des 4800 agences de voyage agréées pour réserver des voyages internationaux.

Mais l'épidémie de coronavirus a porté un coup dur à l'économie chinoise, notamment à l'industrie du tourisme, qui s'est effectivement arrêtée ce printemps. En pleine vague de suppressions d'emploi et de réductions de salaire dans le secteur des services, la classe moyenne chinoise s'est vu rappeler brutalement la fragilité de son nouveau statut. Alors, comment s'en sortent-ils? (...) C'est en partie une question de statut économique: ils ont

bénéficié d'avantages socio-économiques précédemment accumulés, tels que matelas d'épargne ou conjoints employés en toute sécurité dans le secteur public. Mais ils se sont également rapidement adaptés à la nouvelle situation.

Frank, cadre moyen dans une compagnie de bus, a vu son salaire réduit de 60% lorsque les affaires ont craqué cette année. Bien qu'il comptât initialement envoyer sa fille aux États-Unis pour ses études supérieures, il semble maintenant satisfait qu'elle ait trouvé un emploi à Shanghai. (...) Réfléchissant à sa situation privilégiée, Christine dit : « Notre revenu familial est inférieur à la moitié de ce qu'il était avant l'épidémie. Mais je me dis que c'est en fait le revenu ordinaire de nombreux couples qui doivent également vivre et élever leur enfant à Shanghai, et ils réussissent à avoir une belle vie ».

Pour de nombreux Chinois, les pertes d'emploi et de salaire causées par la pandémie de coronavirus n'ont fait qu'aggraver leurs problèmes existants. Christine a un ancien camarade de lycée qui peut désormais à peine se permettre le traitement du cancer de sa femme avec son salaire amputé. (...) Mais cette résilience pourrait avoir un impact négatif sur le développement économique de la Chine dans son ensemble, car même les Chinois relativement privilégiés épargnent plutôt que de reprendre leurs dépenses. (...) »